

DEL2026-055

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT HAUTE-SAVOIE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE FRANGY

Séance du 15 octobre 2026

Membres en exercice :	19	L'an deux mil vingt-six, le 15 octobre à 19 heures 30, le Conseil municipal de
Présents :	16	la Commune de FRANGY, dûment convoqué, s'est réuni en session
Pouvoirs :	3	ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur David BANANT, maire.
Absents sans pouvoir :	0	Date d'envoi de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026
Nombre de suffrages exprimés :	19	Date d'affichage de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026

Présents : David BANANT - Jean-Luc DUCLOS - Ludivine MOLLARD - Jean-Pierre LIAUDON - Lise BALLY – Philippe MICHEL - Anne DELORY - Avedis GOUYOUMDJIAN - Nadine TOUCHARD - Florent HERITIER - Audrey MOLLAZ – Mélissa CHAPUIS – Chloé ANDRIEU - Stéphane TISSOT – Vincent BOUILLE - Maxime MERMIER.

Absents ayant donné pouvoir :

Romain SUBILEAU à Jean-Luc DUCLOS,
Karine DORGET à Nadine TOUCHARD,
Gaëlle RABATEL à Mélissa CHAPUIS.

Secrétaire de séance : Ludivine MOLLARD.

DEL2026-055 – Actualisation du tableau des effectifs octobre 2026 (annexe n°1).

Monsieur Jean-Luc DUCLOS, maire-adjoint délégué aux Finances et aux Ressources Humaines, rapporteur, fait l'exposé suivant :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2313-1, R2313-3, R2313-8,

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L313-1,

VU le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

VU les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

VU l'avis du CST en date du 1^{er} octobre 2026.

CONSIDERANT que les emplois de chaque collectivité sont créés par leur organe délibérant. Il leur appartient donc de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Également, il est indispensable de mettre à jour ce tableau des effectifs en cas de modification de création, de suppression ou de modification de la durée hebdomadaire d'un poste.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, d'établir et de modifier le tableau des effectifs de la commune de Frangy.

Il est proposé au **CONSEIL MUNICIPAL** :

- **D'APPROUVER** les différents mouvements du personnel :

Pour faire face à la rentrée scolaire 2026/2027 en élémentaire et maternelle

- Dans le cadre du service scolaire, au 1^{ER} OCTOBRE 2026 :

- Création 1 poste en tant qu'adjoint d'animation, animatrice périscolaire et rôle ATSEM, à temps non complet, à 28.00/35° annualisées (création pour augmentation temps de travail de plus de 10%).
- Suppression du poste tant qu'adjoint d'animation, animatrice périscolaire et rôle ATSEM, à temps non complet, à 19.82/35° annualisées (suppression suite à augmentation temps de travail de plus de 10%).
- Poste vacant au 01/11/2026 départ à la retraite : filière sanitaire et sociale et d'animation, temps non complet 28.00/35° annualisées.

○ Dans le cadre du service technique, au 1^{ER} OCTOBRE 2026 :

Suite à un changement de filière de l'agent pour une nomination par voie d'intégration directe :

- Suppression du poste adjoint administratif territorial, assistante du Directeur des Services Technique, à temps complet.
- Création 1 poste en tant qu'adjoint technique territorial, assistante du Directeur des Services Technique, à temps complet.

- **D'ETABLIR** / de modifier le tableau des effectifs tel que présenté en annexe et en tenant compte des mouvements de la délibération DEL2026-047 du 10 septembre 2026.

- **D'AUTORISER** les créations d'emplois proposées.

- **DE DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

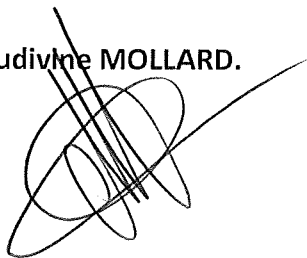
Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte, à l'unanimité, la délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Le maire certifie exact le caractère exécutoire de la présente délibération.

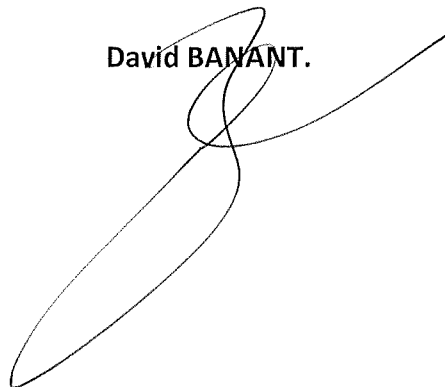
Le secrétaire de séance,

Ludivine MOLLARD.



Le Maire,

David BANANT.



Délibération certifiée exécutoire compte tenu :

De sa réception en préfecture le

De sa publication le

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

DEL2026-056

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT HAUTE-SAVOIE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE FRANGY

Séance du 15 octobre 2026

Membres en exercice :	19	L'an deux mil vingt-six, le 15 octobre à 19 heures 30, le Conseil municipal de
Présents :	16	la Commune de FRANGY, dûment convoqué, s'est réuni en session
Pouvoirs :	3	ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur David BANANT, maire.
Absents sans pouvoir :	0	Date d'envoi de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026
Nombre de suffrages exprimés :	19	Date d'affichage de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026

Présents : David BANANT - Jean-Luc DUCLOS - Ludivine MOLLARD - Jean-Pierre LIAUDON - Lise BALLY – Philippe MICHEL - Anne DELORY - Avedis GOUYOUMDJIAN - Nadine TOUCHARD - Florent HERITIER - Audrey MOLLAZ – Mélissa CHAPUIS – Chloé ANDRIEU - Stéphane TISSOT – Vincent BOUILLE - Maxime MERMIER.

Absents ayant donné pouvoir :

Romain SUBILEAU à Jean-Luc DUCLOS,
Karine DORGET à Nadine TOUCHARD,
Gaëlle RABATEL à Mélissa CHAPUIS.

Secrétaire de séance : Ludivine MOLLARD.

DEL2026-056 – Décision modificative n°3 du budget principal.

Monsieur Jean-Luc DUCLOS, maire-adjoint délégué aux Finances et aux Ressources Humaines, rapporteur, fait l'exposé suivant :

CONSIDERANT l'évolution de l'exécution budgétaire 2026.

CONSIDERANT que certains ajustements sont nécessaires pour pouvoir traiter les dernières factures de l'année 2026.

Il est proposé au **CONSEIL MUNICIPAL** :

- **D'ADOPTER** la décision modificative n°3 du budget principal comme suit :

Section	Chapitre Compte	/	Libellé de la nature (M57)	Proposé (€)	Voté (€)	Total (€)
Investissement	Chapitre (165)	16	Dépôts et cautionnements reçus	+500	0	+500
Investissement	Chapitre (2135)	21	Installations générales, agencements et aménagement	-150 500	0	-150 500
Investissement	Chapitre (231)	23	Immobilisations corporelles en cours	+150 000	0	+150 000
Fonctionnement	Chapitre (6042)	011	Achats de prestations de services	-34 000	0	-34 000
Fonctionnement	Chapitre (611)	011	Contrats de prestations de services	+12 000	0	+12 000
Fonctionnement	Chapitre (61551)	011	Entretien et réparation de matériel roulant	+20 000	0	+20 000
Fonctionnement	Chapitre (617)	011	Etudes et recherches	+2 000	0	+2 000
TOTAL GENERAL				0	0	0

Synthèse de l'équilibre financier :

- **Section d'investissement:** équilibre à 0 € (les mouvements sur les chapitres 16, 21 et 23 s'annulent mutuellement).
- **Section de fonctionnement:** équilibre à 0 € (les augmentations sur le chapitre 011 sont intégralement financées par la réduction du compte 6042 au sein du même chapitre).

Le budget global de la collectivité conserve sa stricte obligation d'équilibre financier réel.

- **D'AUTORISER** monsieur le Maire à signer toute pièce à intervenir.

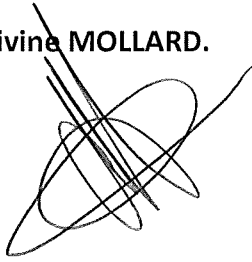
Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte, à l'unanimité, la délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Le maire certifie exact le caractère exécutoire de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,

Ludivine MOLLARD.



Le Maire,

David BANANT.



*Délibération certifiée exécutoire compte tenu :
De sa réception en préfecture le
De sa publication le*

*Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours
devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

DEL2026-057

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT HAUTE-SAVOIE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE FRANGY

Séance du 15 octobre 2026

Membres en exercice :	19	L'an deux mil vingt-six, le 15 octobre à 19 heures 30, le Conseil municipal de
Présents :	16	la Commune de FRANGY, dûment convoqué, s'est réuni en session
Pouvoirs :	3	ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur David BANANT, maire.
Absents sans pouvoir :	0	Date d'envoi de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026
Nombre de suffrages exprimés :	19	Date d'affichage de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026

Présents : David BANANT - Jean-Luc DUCLOS - Ludivine MOLLARD - Jean-Pierre LIAUDON - Lise BALLY – Philippe MICHEL - Anne DELORY - Avedis GOUYOUMDJIAN - Nadine TOUCHARD - Florent HERITIER - Audrey MOLLAZ – Mélissa CHAPUIS – Chloé ANDRIEU - Stéphane TISSOT – Vincent BOUILLE - Maxime MERMIER.

Absents ayant donné pouvoir :

Romain SUBILEAU à Jean-Luc DUCLOS,
Karine DORGET à Nadine TOUCHARD,
Gaëlle RABATEL à Mélissa CHAPUIS.

Secrétaire de séance : Ludivine MOLLARD.

DEL2026-057 – Mandat spécial à un conseiller municipal délégué et à un conseiller municipal pour représenter la commune au 108^{ème} congrès des maires 2026.

Monsieur Jean-Luc DUCLOS, maire-adjoint délégué aux Finances et aux Ressources Humaines, rapporteur, fait l'exposé suivant :

VU l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L.2123-18 et R.2123-22-1 du CGCT,

VU le décret n°2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'État,

VU l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

CONSIDERANT que l'association des Maires de France et des Présidents d'intercommunalité (AMF) organise chaque année le Congrès des Maires à Paris. Pour l'année 2026, il aura lieu du 23 au 26 novembre 2026,

CONSIDERANT que Maxime MERMIER, conseiller municipal délégué aux travaux, et Avedis GOUYOUMDJIAN, conseiller municipal se rendront à Paris aux dates susmentionnées pour participer à cette manifestation,

CONSIDERANT que la notion de mandat spécial exclut toutes les activités courantes de l' élu, conseiller et de l'agent, et doit correspondre à une opération déterminée de façon précise quant à son objet et limitée dans sa durée. Le mandat spécial doit entraîner des déplacements inhabituels,

CONSIDERANT que les remboursements des frais de séjour (hébergement et restauration) sont effectués sur la base du taux de remboursement forfaitaire applicable aux fonctionnaires de l'État et fixés par le décret n°2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 et l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisés, soit :

- Un taux de remboursement forfaitaire de 220 euros la nuitée concernant la commune de Paris (120 euros pour les villes dont la population légale est égale ou supérieure à 200 000 habitants et pour les communes de la métropole du Grand Paris ; 90 euros ailleurs).
- Un taux de remboursement forfaitaire de 20 euros le repas (incluant le petit-déjeuner).

Le remboursement des frais de transport est calculé selon les modalités fixées par délibération du conseil municipal (remboursement des frais avancés par les élus sur présentation d'un justificatif ou règlement direct aux prestataires de voyage).

Il est proposé au **CONSEIL MUNICIPAL** :

- **DE DECIDER** l'octroi d'un mandat spécial au déplacement au 108^{ème} Congrès des maires de France du 23 au 26 novembre 2026 à l'attention des élus suivants :

- Maxime MERMIER, conseiller municipal délégué,
- Avedis GOUYOUMDJIAN, conseiller municipal.

- **DE DECIDER** de prendre en charge les frais liés à ce mandat spécial par paiement direct auprès des fournisseurs ou par remboursement a posteriori des frais avancés (sur présentation de justificatifs).

- **DE PRECISER** que les dépenses concernant les frais de transport (sur la base du tarif SNCF 2^{nde} classe), les frais d'hébergement et de restauration seront pris en charge sur la période du 23 au 26 novembre 2026, selon les limites fixées par le décret susvisé.

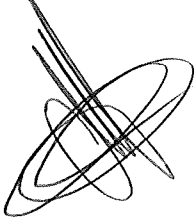
Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte, à l'unanimité, la délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Le maire certifie exact le caractère exécutoire de la présente délibération.

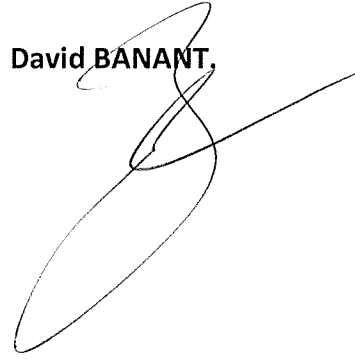
Le secrétaire de séance,

Ludivine MOLLARD.



Le Maire,

David BANANT,



*Délibération certifiée exécutoire compte tenu :
De sa réception en préfecture le
De sa publication le*

*Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours
devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

DEL2026-058

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT HAUTE-SAVOIE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE FRANGY

Séance du 15 octobre 2026

Membres en exercice :	19	L'an deux mil vingt-six, le 15 octobre à 19 heures 30, le Conseil municipal de
Présents :	16	la Commune de FRANGY, dûment convoqué, s'est réuni en session
Pouvoirs :	3	ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur David BANANT, maire.
Absents sans pouvoir :	0	Date d'envoi de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026
Nombre de suffrages exprimés :	19	Date d'affichage de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026

Présents : David BANANT - Jean-Luc DUCLOS - Ludivine MOLLARD - Jean-Pierre LIAUDON - Lise BALLY – Philippe MICHEL - Anne DELORY - Avedis GOUYOUMDJIAN - Nadine TOUCHARD - Florent HERITIER - Audrey MOLLAZ – Mélissa CHAPUIS – Chloé ANDRIEU - Stéphane TISSOT – Vincent BOUILLE - Maxime MERMIER.

Absents ayant donné pouvoir :

Romain SUBILEAU à Jean-Luc DUCLOS,
Karine DORGET à Nadine TOUCHARD,
Gaëlle RABATEL à Mélissa CHAPUIS.

Secrétaire de séance : Ludivine MOLLARD.

DEL2026-058 – Signature d'un Bail Constitutif de Droits Réels dans le cadre d'un portage foncier par L'EPF 74 (annexe n°2).

Monsieur David BANANT, maire, rapporteur, fait l'exposé suivant :

Pour le compte de la commune, l'EPF 74 porte depuis les 8 juillet 2013 et 14 avril 2014, des parcelles et biens aujourd'hui démolis destinés à l'aménagement de la place centrale dans le cadre du réaménagement du centre-bourg.

La collectivité a sollicité l'intervention de l'EPF 74 en vue d'acquérir ces biens situés dans un secteur stratégique, en centre-bourg, aux termes de deux conventions de portages signées en date des 22 mai 2013 et 18 avril 2014.

Aujourd'hui la collectivité souhaite engager les travaux envisagés et assurer la gestion du bien, destiné à l'ouverture au public

L'EPF 74 propose la signature d'un Bail Constitutif de Droits Réels permettant de conférer, sur le bien, propriété de l'EPF 74, des droits réels à la collectivité pour lui permettre, d'affecter ce bien à publique et d'en assurer une gestion directe.

Les frais induits par l'ensemble des missions définie au bail (notamment les travaux), seront entièrement pris en charge par la collectivité qui en assurera, la gestion financière et administrative et en percevra les loyers en cas de location.

VU les conventions pour portage foncier, Thématique « **Logements aidés/Equipements publics/Activités économiques** » en date des 22 mai 2013 et 18 avril 2014 entre l'EPF 74 et la collectivité fixant les modalités d'intervention, de portage et de restitution des biens suivants :

Section	N°	Lieudit	Surface
C	2820	24 place centrale	02 a 78 ca
C	2821	24 place centrale	83 ca
C	2926	24 place centrale	01 a 36 ca
C	2924	24 place centrale	68 ca
C	647	40 place centrale	01 a 37 ca
C	646	36 place centrale	69 ca

VU les statuts et le règlement intérieur de l'EPF 74 :

VU le principe d'un Bail Constitutif de Droits Réels permettant de conférer, sur un bien en portage, des droits réels à la collectivité pour permettre, au cours du portage, d'affecter ce bien, propriété de l'EPF, à un usage du public ou pour une gestion avancée de son futur patrimoine ;

Il est proposé au **CONSEIL MUNICIPAL** :

- **D'ACCEPTER** le principe d'un Bail Constitutif de Droits Réels en vue de mener son projet.
- **D'AUTORISER** monsieur le Maire signer le bail en tant que représentant de la commune et authentification pour sa publication.

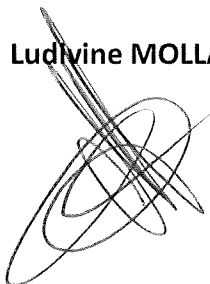
Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte, à l'unanimité, la délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Le maire certifie exact le caractère exécutoire de la présente délibération.

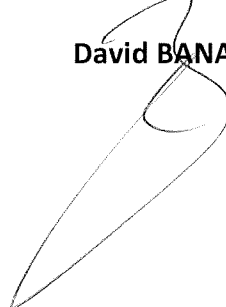
Le secrétaire de séance,

Ludvine MOLLARD.



Le Maire,

David BANANT.



Délibération certifiée exécutoire compte tenu :

De sa réception en préfecture le

De sa publication le

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

DEL2026-059

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT HAUTE-SAVOIE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE FRANGY

Séance du 15 octobre 2026

Membres en exercice :	19	L'an deux mil vingt-six, le 15 octobre à 19 heures 30, le Conseil municipal de
Présents :	16	la Commune de FRANGY, dûment convoqué, s'est réuni en session
Pouvoirs :	3	ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur David BANANT, maire.
Absents sans pouvoir :	0	Date d'envoi de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026
Nombre de suffrages exprimés :	18	Date d'affichage de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026

Présents : David BANANT - Jean-Luc DUCLOS - Ludivine MOLLARD - Jean-Pierre LIAUDON - Lise BALLY – Philippe MICHEL - Anne DELORY - Avedis GOUYOUMDJIAN - Nadine TOUCHARD - Florent HERITIER - Audrey MOLLAZ – Mélissa CHAPUIS – Chloé ANDRIEU - Stéphane TISSOT – Vincent BOUILLE - Maxime MERMIER.

Absents ayant donné pouvoir :

Romain SUBILEAU à Jean-Luc DUCLOS,
Karine DORGET à Nadine TOUCHARD,
Gaëlle RABATEL à Mélissa CHAPUIS.

Secrétaire de séance : Ludivine MOLLARD.

DEL2026-059 – Demande d'aide exceptionnelle par une association communale.

Monsieur Jean-Luc DUCLOS, maire-adjoint délégué aux Finances et Ressources humaines, rapporteur, fait l'exposé suivant :

CONSIDERANT la demande d'aide financière exceptionnelle, faite par courrier en date du 30 septembre 2026, du syndicat des Vignerons de Frangy.

CONSIDERANT l'organisation de la première édition de la fête des Vignerons de la Saint-Vincent au centre-bourg de la commune le dimanche 24 janvier 2027.

CONSIDERANT la mise en valeur du label « Par monts et par Vin » regroupant les vignobles de Seyssel, Frangy, Ayze, Crépy, Marnan et Allobroge,

CONSIDERANT la volonté de la part de l'association de réunir les acteurs locaux autour d'un événement convivial et fédérateur.

CONSIDERANT que cette manifestation est l'occasion de mettre en valeur le territoire à travers le label « Par monts et par Vin » et donc la commune autour de la découverte de vins et de la gastronomie.

Il est proposé au **CONSEIL MUNICIPAL** :

- **D'ATTRIBUER** une subvention exceptionnelle d'un montant de 1 000 euros au syndicat des Vignerons de Frangy.
- **DE DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité.
- **D'AUTORISER** monsieur le Maire ou son adjoint à signer tous les documents relatifs à cette subvention.

Florent HERITIER ne prend pas part au vote.

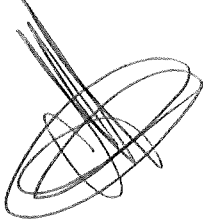
Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte, à l'unanimité, la délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Le maire certifie exact le caractère exécutoire de la présente délibération.

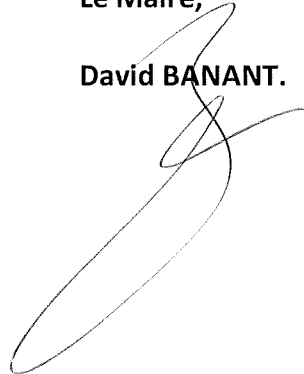
Le secrétaire de séance,

Ludivine MOLLARD.



Le Maire,

David BANANT.



Délibération certifiée exécutoire compte tenu :

De sa réception en préfecture le

De sa publication le

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

DEL2026-060

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT HAUTE-SAVOIE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE FRANGY

Séance du 15 octobre 2026

Membres en exercice :	19	L'an deux mil vingt-six, le 15 octobre à 19 heures 30, le Conseil municipal de
Présents :	16	la Commune de FRANGY, dûment convoqué, s'est réuni en session
Pouvoirs :	3	ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur David BANANT, maire.
Absents sans pouvoir :	0	Date d'envoi de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026
Nombre de suffrages exprimés :	19	Date d'affichage de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026

Présents : David BANANT - Jean-Luc DUCLOS - Ludivine MOLLARD - Jean-Pierre LIAUDON - Lise BALLY – Philippe MICHEL - Anne DELORY - Avedis GOUYOUMDJIAN - Nadine TOUCHARD - Florent HERITIER - Audrey MOLLAZ – Mélissa CHAPUIS – Chloé ANDRIEU - Stéphane TISSOT – Vincent BOUILLE - Maxime MERMIER.

Absents ayant donné pouvoir :

Romain SUBILEAU à Jean-Luc DUCLOS,
Karine DORGET à Nadine TOUCHARD,
Gaëlle RABATEL à Mélissa CHAPUIS.

Secrétaire de séance : Ludivine MOLLARD.

DEL2026-060 – Travaux d'aménagement de panneaux photovoltaïques sur le toit de l'école.

Monsieur Maxime MERMIER, conseiller municipal délégué aux travaux et délégué au SYANE, rapporteur, fait l'exposé suivant :

VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte qui a pour objectif, entre autre, le développement des énergies renouvelables.

CONSIDERANT que la commune est en recherche d'économie d'énergie, notamment, concernant ses bâtiments.

CONSIDERANT que la commune a la possibilité de travailler sur ce volet avec le SYANE qui est conseiller Energie.

CONSIDERANT la note d'opportunité du SYANE qui propose, après une première analyse et en prenant en compte les différentes contraintes et caractéristiques, une installation de panneaux photovoltaïques sur le bâtiment de l'école.

CONSIDERANT que cet aménagement permettra une autoconsommation individuelle mais aussi patrimoniale ; à savoir dans plusieurs bâtiments de la commune (mairie, centre technique municipal..).

Il est proposé au **CONSEIL MUNICIPAL** :

- **D'AUTORISER** des travaux d'aménagement de panneaux photovoltaïques sur le toit de l'école pour un montant prévisionnel de 91 126 euros T.T.C.

- **D'AUTORISER** monsieur le maire a signé tous documents afférents à ce dossier.

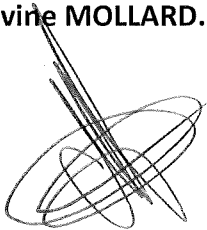
Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte, à l'unanimité, la délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Le maire certifie exact le caractère exécutoire de la présente délibération.

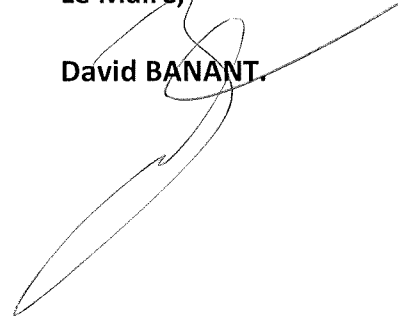
Le secrétaire de séance,

Ludivine MOLLARD.



Le Maire,

David BANANT.



Délibération certifiée exécutoire compte tenu :

De sa réception en préfecture le

De sa publication le

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

DEL2026-061

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT HAUTE-SAVOIE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE FRANGY

Séance du 15 octobre 2026

Membres en exercice :	19	L'an deux mil vingt-six, le 15 octobre à 19 heures 30, le Conseil municipal de
Présents :	16	la Commune de FRANGY, dûment convoqué, s'est réuni en session
Pouvoirs :	3	ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur David BANANT, maire.
Absents sans pouvoir :	0	Date d'envoi de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026
Nombre de suffrages exprimés :	19	Date d'affichage de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026

Présents : David BANANT - Jean-Luc DUCLOS - Ludivine MOLLARD - Jean-Pierre LIAUDON - Lise BALLY – Philippe MICHEL - Anne DELORY - Avedis GOUYOUMDJIAN - Nadine TOUCHARD - Florent HERITIER - Audrey MOLLAZ – Mélissa CHAPUIS – Chloé ANDRIEU - Stéphane TISSOT – Vincent BOUILLE - Maxime MERMIER.

Absents ayant donné pouvoir :

Romain SUBILEAU à Jean-Luc DUCLOS,
Karine DORGET à Nadine TOUCHARD,
Gaëlle RABATEL à Mélissa CHAPUIS.

Secrétaire de séance : Ludivine MOLLARD.

DEL2026-061 – Signature d'une convention de servitudes pour un ouvrage souterrain avec ENEDIS (annexe n°3).

Monsieur Jean-Pierre LIAUDON, maire-adjoint délégué aux travaux et à l'eau, rapporteur, fait l'exposé suivant :

CONSIDERANT qu'ENEDIS entretient, en tant que concessionnaire du service public, la distribution d'électricité à 95% du territoire français.

CONSIDERANT la volonté d'améliorer la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique sur la parcelle C 1809 – Les Bottières qui appartient à OPH Office public de l'habitat de la Haute-Savoie.

CONSIDERANT le bail emphytéotique qui lie OPH Office public de l'habitat de la Haute-Savoie à la commune.

Il est proposé au **CONSEIL MUNICIPAL** :

- **D'ACCEPTER** les termes de la dite-convention.
- **D'AUTORISER** monsieur le Maire à signer la dite-convention et les documents s'y afférents.

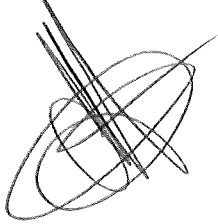
Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte, à l'unanimité, la délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Le maire certifie exact le caractère exécutoire de la présente délibération.

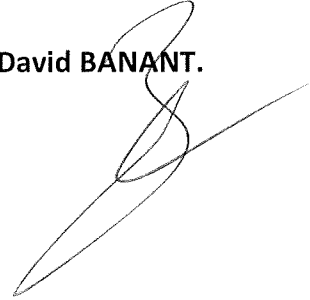
Le secrétaire de séance,

Ludivine MOLLARD.



Le Maire,

David BANANT.



Délibération certifiée exécutoire compte tenu :

De sa réception en préfecture le

De sa publication le

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

DEL2026-062

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT HAUTE-SAVOIE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE FRANGY

Séance du 15 octobre 2026

Membres en exercice :	19	L'an deux mil vingt-six, le 15 octobre à 19 heures 30, le Conseil municipal de
Présents :	16	la Commune de FRANGY, dûment convoqué, s'est réuni en session
Pouvoirs :	3	ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur David BANANT, maire.
Absents sans pouvoir :	0	Date d'envoi de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026
Nombre de suffrages exprimés :	19	Date d'affichage de la convocation du conseil municipal : 9 octobre 2026

Présents : David BANANT - Jean-Luc DUCLOS - Ludivine MOLLARD - Jean-Pierre LIAUDON - Lise BALLY – Philippe MICHEL - Anne DELORY - Avedis GOUYOUMDJIAN - Nadine TOUCHARD - Florent HERITIER - Audrey MOLLAZ – Mélissa CHAPUIS – Chloé ANDRIEU - Stéphane TISSOT – Vincent BOUILLE - Maxime MERMIER.

Absents ayant donné pouvoir :

Romain SUBILEAU à Jean-Luc DUCLOS,
Karine DORGET à Nadine TOUCHARD,
Gaëlle RABATEL à Mélissa CHAPUIS.

Secrétaire de séance : Ludivine MOLLARD.

DEL2026-062 – Rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable (RPQS) 2025 (annexe n°4).

Monsieur Jean-Pierre LIAUDON, maire-adjoint délégué aux travaux et à l'eau, rapporteur, fait l'exposé suivant :

CONSIDERANT que le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable (RPQS) est un document produit tous les ans pour rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée. C'est un document public codifié à l'article L 2224-5 du CGCT. Il a, pour objectif, de présenter pour l'exercice 2025, les caractéristiques techniques du service, la tarification, les indicateurs de performance.

CONSIDERANT que la commune de Frangy a en charge la gestion du service d'eau potable via le mode d'exploitation dit de « régie directe » et assure la production, le stockage et la distribution d'eau potable pour le compte de nos 1 390 abonnés ainsi qu'une partie des communes de Desingy et Chaumont.

Il est proposé au **CONSEIL MUNICIPAL** :

- DE PRENDRE ACTE du rapport sur le prix et la qualité du rapport du service public d'alimentation en eau potable 2025 joint en annexe.

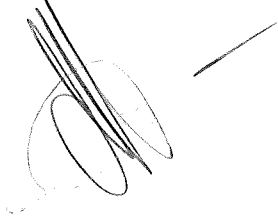
Après en avoir délibéré, le conseil municipal prend acte, à l'unanimité, du rapport.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Le maire certifie exact le caractère exécutoire de la présente délibération.

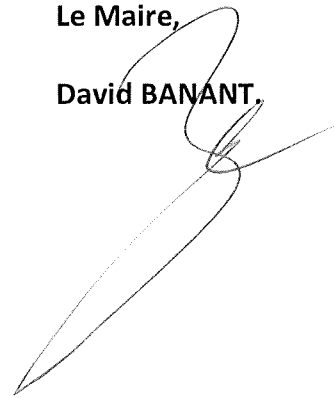
Le secrétaire de séance,

Ludivine MOLLARD.



Le Maire,

David BANANT.



Délibération certifiée exécutoire compte tenu :

De sa réception en préfecture le

De sa publication le

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.